

Canton du Jura

District de Delémont

District de Porrentruy

Franches-Montagnes

Moutier

Jura bernois

■ ÉLECTION PARTIELLE AU GOUVERNEMENT

Trois voix, trois visions pour une place



► **Ils sont trois candidats à viser** la place laissée vacante par l'ancien ministre des Finances Charles Juillard: la socialiste Rosalie Beuret Siess, la démocrate-chrétienne Anne Seydoux-Christe et le démocrate du centre Romain Schaer.

► **Trois voix, trois visions** de ce qu'il faut faire à la tête de l'État. Les finances sont une préoccupation. Le thème du climat est incontournable: que peut-on faire dans le Jura à notre échelle? Nous avons posé les questions. Débat.



De gauche à droite, en passant par le centre, faites votre choix. Rosalie Beuret Siess, Anne Seydoux-Christe et Romain Schaer débattent des grandes thématiques pour le Jura.

PHOTOS STÉPHANE GERBER

Les ministres peuvent se passer de conseillers personnels

La question: faut-il renforcer les capacités de travail du Gouvernement en donnant un conseiller personnel à chaque ministre?

Anne Seydoux-Christe. – On est un canton de 73 000 habitants. On a les mêmes missions que n'importe quel État mais quand même. Faut-on suffisamment confiance aux chefs de service pour qu'ils prennent leur responsabilité et qu'ils gèrent eux-mêmes ce qu'ils doivent gérer? Ça m'interroge.

Romain Schaer. – C'est une question d'organisation et de priorités. Il faut savoir ce qu'on veut faire. La population n'a pas augmenté, je ne vois pas pourquoi il serait nécessai-

re d'ajouter un étage supplémentaire au sein de l'administration. C'est surtout le moment de se demander ce qu'on fait faux à ce niveau-là. Ce serait bien que la personne qui se sent surchargée se demande ce qu'elle fait faux.

Rosalie Beuret Siess. – La charge de ministre est exigeante. La question, c'est de savoir de quels moyens on a besoin pour être plus efficace. Pour certains dossiers, on pourrait travailler avec des pôles de compétences qui viendraient renforcer la réflexion dans le cadre des conférences intercantionales, là où les cantons doivent être force de proposition. Plus que les ressources, il faut avoir la possibilité d'être efficace.

GM/BFL

Finances: il faut revoir le fonctionnement de l'État, mais les moyens divergent...

La question: le Gouvernement en place avait évoqué un excédent de charges à venir de 45 millions de francs. Faut-il un nouveau programme d'économies?

Rosalie Beuret Siess. – Je ne suis pas favorable à un nouveau programme d'économies alors qu'on vient de sortir du programme Opti-Ma. Il est vrai que la situation n'est pas simple d'un point de vue financier, mais elle n'est pas catastrophique non plus. Il y a aujourd'hui ce projet «repenser l'État». Il faut le mener à bien et voir ce qui en ressort. On doit être attentif aux défis financiers, mais sans pour autant être attentiste par rapport à d'autres défis, telle que la pauvreté. Pour moi, les finances cantonales sont extrêmement importantes mais la possibilité pour les Juraissiens de vivre dans la dignité l'est également. L'État doit pouvoir investir pour la population jurassienne. Dans le Jura, il faut rappeler qu'une personne sur cinq pourrait tomber dans la précarité. Après avoir investi dans le rattrapage en termes d'infrastructures ainsi que dans la fiscalité, on doit être prêt à faire face à ce défi et à pouvoir garantir aux Juraissiens de se prémunir contre la précarité.

Anne Seydoux-Christe. – On a un déficit structurel important. On doit au minimum stabiliser les charges, voire essayer de les réduire. Pour les recettes, on voit que les citoyens de notre canton ne veulent pas d'une imposition trop élevée. On a donc un souci et on ne peut pas faire n'importe quoi. C'est très bien de repenser l'État, de concevoir une grande boîte à idée. Mais j'estime que c'est au Gouvernement de montrer une stratégie. À mon avis, il manque actuellement une analyse de l'efficacité de l'État, avec ses forces et ses faiblesses. Peut-être que certaines ressources devraient être allouées différemment. À ma connaissance, cette analyse n'a pas encore été faite, en tout cas pas d'une manière satisfaisante. Mais je ne suis pas favorable à un plan d'économies, la situation ne le nécessite pas. Il faut aussi qu'on fasse envie, pas qu'on se dise qu'on va dans un canton de pauvres où on doit se serrer la ceinture.

Romain Schaer. – On sait que la situation financière du canton n'est pas bonne. Je suis d'avis qu'il faut commencer par revoir l'appareil étatique. Repartir dans des analyses, c'est non. Je suis d'avis qu'un ministre doit être ca-

pable d'avoir son département en mains. S'il ne sait pas ce qu'il a dans son département, c'est grave. Il faut une fois avoir le courage de décider collectivement de diminuer les effectifs. Maintenant ce n'est plus gérable. Il faut stopper cela. Ce qui coûte le plus cher, c'est le personnel. Je suis persuadé qu'on peut agir, sans licenciements, mais avec des départs naturels. On peut ne pas renouveler ces postes. Il faut qu'on tire le frein à main, parce que personne ne le fait. Mais cela demande du courage...

Anne Seydoux-Christe. – On ne peut pas tirer le frein n'importe comment non plus...

Romain Schaer. – Mais on a des ministres qui sont capables de gérer cela. Il y a maintenant des systèmes qu'on peut automatiser. On peut utiliser certaines forces de travail ailleurs. Un chef de service doit pouvoir dire: «Maintenant j'ai trop de personnel.» J'ai restructuré un office du canton de Soleure. J'ai appelé 70 personnes et on a recyclé ces gens. Ce n'est pas quelque chose qu'on réalisera en une année, mais on peut le faire. Les ressources humaines du canton devraient se secouer...

Rosalie Beuret Siess. – J'ai vu que les charges de personnel étaient passées de 55% à 35% des charges de l'État. Il faut aussi dire qu'il y a du stress dans la fonction publique. Or nous devons rester un employeur attractif. C'est l'objectif de ce projet «repenser l'État» que de réfléchir à la numérisation, de voir quels processus on peut numériser. Mais cela ne va pas résoudre le problème. Il faut peut-être aussi procéder à des délégations de compétences, unifier et simplifier les démarches.

Anne Seydoux-Christe. – Je maintiens le fait que ce n'est pas juste en faisant du remue-ménages, sans analyse neutre et indépendante des forces et faiblesses, qu'on peut arriver à changer quelque chose. On a aussi des chefs de service qui connaissent leurs collaborateurs. On peut leur faire confiance, leur donner plus de responsabilités, encourager leur esprit d'entreprendre. Je n'ai pas l'impression que c'est fait actuellement. Par ailleurs, quand on me dit qu'il faut trois contrôles pour une facture de 50 fr., je ne comprends pas! Il y a des choses à changer. Mais il faut commencer par porter un regard externe sur le fonctionnement de l'État.

Propos recueillis par GEORGES MAILLARD et BENJAMIN FLEURY

Climat: la marge de manœuvre du canton est étroite

La question: le canton du Jura doit-il se contenter de suivre les décisions prises au niveau fédéral sur le thème du climat ou doit-il être proactif et en faire davantage à son niveau?

«Faire quelque chose, oui, exagérer non»

Romain Schaer. – Imposer, mettre des taxes, c'est punir plus qu'autre chose. Il y a bien la vague verte mais la population doit pouvoir suivre. Taxer les véhicules 4x4? On vit dans une région où il faut presque avoir un tel véhicule, on a des terrains un peu plus difficiles qu'à Genève. Il faut aussi adapter les mesures en fonction du terrain. Je reste convaincu que le citoyen qui comprend la démarche va s'engager davantage que si on le menace. Croire que le canton du Jura va sauver le monde et la Terre entière... À voir les incendies en Australie, il va falloir pédaler longtemps. Il faut garder la bonne mesure. Faire quelque chose oui, mais

exagérer comme on le fait maintenant, non.

«Il faut un plan climat au niveau du canton»

Rosalie Beuret Siess. – Il faut être proactif dans ce domaine, non pas pour sauver le monde mais anticiper ce qui va arriver. Il y a deux volets. Il faut un plan climat au niveau du canton. L'État peut déjà se montrer exemplaire dans ses propres bâtiments. On doit aussi s'adapter. On subit aujourd'hui déjà des îlots de chaleur dans nos milieux bâtis. On doit ramener de la fraîcheur dans nos villes. Le canton du Jura a une belle carte à jouer, en étant proactif et en agissant avec des mesures responsables pour l'avenir. Cela passe également par les énergies renouvelables. Faut-il être directif? Il faut trouver un juste équilibre. La nouvelle loi sur l'énergie, avec son ordonnance d'application, prévoit déjà que les chauffages à mazout ne peuvent pas être remplacés sans conditions. On cible de plus en plus

mais cela doit être accompagné de mesures sociales.

Priorité au local

Anne Seydoux-Christe. – Une législation de la Confédération est en voie d'adoption. Mais on doit utiliser toute la marge de manœuvre qu'on peut avoir dans notre canton. Je suis d'accord avec l'idée qu'on a tous une responsabilité personnelle en lien avec le changement climatique. Il est vrai que dans le Jura, il n'y a pas à proprement parler une politique climatique cantonale. Mais il y a un plan cantonal sur l'énergie doté d'un responsable, un plan bâtiments, des subventions importantes en matière de transports publics. On peut faire plus mais à un moment donné, il faut aussi dire au détriment de qui, parce que les ressources ne sont pas illimitées. Nous devons favoriser la consommation locale, les circuits courts. Si on impose une mesure, il faudra que les personnes qui n'en ont pas les moyens obtiennent une compensation.

GM/BFL



Romain Schaer: imposer, c'est punir plus qu'autre chose.



Rosalie Beuret: le canton a une carte à jouer en étant proactif.



Anne Seydoux: on doit utiliser la marge de manœuvre du canton.

